

Monsieur le Président, les rapports que le Canada entretient avec les pays de l'Amérique latine et des Antilles ne peuvent être définis en termes généraux, étant donné les différences extrêmes d'un pays à l'autre. Pour ceux qui en sont aux premiers stades du développement, l'éducation et le soulagement de la pauvreté ne suffisent pas. Nous devons aussi les aider à établir des relations commerciales plus justes avec leurs partenaires du monde entier. Cette tâche se complique du fait que les pays de l'Amérique latine et des Antilles sont à des stades de développement divers. Nous ne pouvons donc pas en conclure qu'ils ont tous besoin du même schéma d'interaction.

L'Amérique latine est sur le point d'accroître considérablement son influence dans les domaines de politique internationale, puisqu'elle a maintenant la chance de réaliser son souhait de devenir un acteur important sur la scène mondiale. Le Canada devra donc faire preuve de souplesse dans son approche et dans sa façon d'accepter les avantages que procurent le maintien et la poursuite des relations tant avec l'Amérique latine que les Antilles.

En terminant, c'est la vision de l'avenir des Canadiens et des Canadiennes que le gouvernement libéral essaie de cerner à l'occasion de ce processus d'examen. Ce processus devrait aboutir à des politiques qui non seulement répondent aux besoins nationaux, mais aussi reflètent l'image internationale de notre pays que les citoyens souhaitent voir donner par leur gouvernement, grâce aux initiatives que celui-ci poursuit. Dans tout cela, nous oeuvrons vers un avenir meilleur, un avenir caractérisé par beaucoup moins de pauvreté, un développement durable réel, l'équité sociale et politique, non seulement pour nous, mais aussi pour tous les peuples du monde, pour nos partenaires de l'Amérique latine, des Antilles et de l'Afrique. J'espère que vous nous aiderez à réaliser cet objectif.

Merci